

"Partenaire dans le plus grand bloc commercial mondial" dans Luxemburger Wort (4 janvier 1973)

Légende: Le 4 janvier 1973, commentant l'adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes, le quotidien Luxemburger Wort examine les motivations économiques de la décision prise à Londres.

Source: Luxemburger Wort. Für Wahrheit und Recht. 04.01.1973, n° 3; 126e année. Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul. "Partner im grössten Handelsblock der Welt", auteur:W. G.Krug , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/partenaire_dans_le_plus_grand_bloc_commercial_mondial_dans_luxemburger_wort_4_janvier_1973-fr-39691cbb-e3f6-4fb6-97b7-b13d424d711c.html



Date de dernière mise à jour: 06/12/2016

La Grande-Bretagne dans la CEE

Partenaires dans le plus grand bloc commercial du monde

– W.G. Krug (Londres) –

L'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté économique européenne (CEE) répond à une nécessité économique et non à une quelconque foi en l'unité idéaliste de tous les Européens. C'est ce qui ressort de la phrase suivante, tirée d'un récent Livre blanc du gouvernement britannique: «Si nous voulons que notre position au sein de la Communauté soit bénéfique à tous égards, il faut faire en sorte que notre industrie soit performante, compétitive et dynamique, que l'inflation soit maîtrisée et que la demande globale pour nos produits commerciaux et nos services concorde avec un taux de croissance économique en progression.»

Avec l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté économique européenne élargie, ce sont des espoirs démesurés et une confiance tout simplement infantile en un miracle qui se concrétisent. Depuis le 1^{er} janvier, la CEE est le plus grand bloc commercial et économique du monde, avec une population de 255 millions de personnes dans neuf pays et avec un taux de croissance annuel tellement élevé que la Grande-Bretagne en sera la fameuse lanterne rouge. Aucun des trois nouveaux membres (à côté de la Grande-Bretagne, on retrouve le Danemark et l'Irlande) n'a pu négocier avec cette gigantesque organisation dans une position de force, car c'étaient les trois nouveaux partenaires qui avaient le plus besoin d'adhérer à la CEE, et ils ont par conséquent dû payer un prix d'entrée élevé. Mais tous les trois reconnaissent sans ambages que le prix à payer pour rester en dehors de la CEE aurait été encore beaucoup plus élevé.

Pour le Royaume-Uni, qui était en proie au marasme économique alors que l'économie de ses voisins continentaux était florissante, une nouvelle ère de prospérité semble s'annoncer. Bien que de nombreux industriels et commerçants redoutent l'invasion prétendument imminente de produits bon marché du continent, la City et les entrepreneurs sont convaincus que les connaissances technologiques, la tradition du marché et du commerce, et les coûts de production relativement bas recèlent d'énormes possibilités d'expansion sur le marché gigantesque qui s'est ouvert à eux de l'autre côté de la Manche. Par ailleurs, le gouvernement conservateur est fermement convaincu que son adhésion à la plus grande union commerciale du monde va permettre à la Grande-Bretagne de connaître pour la première fois la prospérité qui lui a jusqu'à présent été constamment refusée en raison de ses problèmes apparemment insolubles, tout particulièrement ses relations industrielles.

Pour l'homme de la rue et surtout pour la ménagère, les deux mots «Marché commun», qui sonnent comme une menace à leurs oreilles, révolutionnent le quotidien. Ils craignent que leur niveau de vie ne pâtisse considérablement des augmentations de prix qui s'annoncent. Le beurre néo-zélandais va disparaître, de même que les pommes australiennes, les fruits tropicaux d'Afrique du Sud et les nombreux biens de consommation «Made in Hong-Kong».

Étant donné que, à dater de l'adhésion à la CEE, tous les accords commerciaux ne peuvent plus être conclus que par la Communauté dans son ensemble, l'esprit du Commonwealth et les systèmes préférentiels au sein de l'ancien empire colonial s'évanouiront *de facto*. Les 19 membres africains et antillais du Commonwealth vont certes pouvoir profiter des mêmes possibilités d'association avec la CEE élargie que, conformément à la convention de Yaoundé, les anciennes colonies françaises, mais de tels accords devront désormais être négociés par les neuf membres et non par Londres seule. Pour la première fois dans l'histoire de la Grande-Bretagne, le gouvernement britannique ne peut plus conclure des traités commerciaux avec ses colonies et territoires dépendants, comme Hong-Kong, souverainement mais uniquement via Bruxelles, et, en ce qui concerne les échanges commerciaux, les territoires britanniques d'outre-mer seront traités de la même façon que Taiwan, la Chine continentale ou le Japon par exemple.

En bref, l'adhésion à la CEE a radicalement changé les perspectives de la population britannique et l'orientation du commerce et de l'économie. Avec la liberté de commerce et de circulation, la Manche n'est plus tant une barrière naturelle qu'une liaison au sein de l'Europe communautaire. Les obstacles des frontières et des passeports disparaissent pour céder la place – ce qui n'est pas sans inquiéter bien des

Britanniques – à une authentique communauté soudée avec des «aliens» (des étrangers). Il est fort probable que, tôt ou tard, la Suède adhère aussi à la Communauté élargie, et elle sera presque nécessairement suivie par la Norvège, revenue au dernier moment sur sa décision de participer à la Communauté. Dans le Sud de l'Europe, la Grèce et la Turquie bénéficient déjà d'un accord d'association qui prévoit la possibilité pour ces pays de devenir membres à part entière et l'Espagne a à maintes reprises fait part de son souhait d'adhérer à la CEE.

Le jour de son adhésion, la Grande-Bretagne avait toujours une livre «flottante», c'est-à-dire une monnaie libre de toute parité. Vu qu'elle refuse catégoriquement de se conformer à la politique monétaire de ses partenaires, les milieux financiers londoniens s'attendent en général à un retour à une livre fixe au plus tard pour le début du nouvel exercice budgétaire, le 1^{er} avril. Ensuite, il ne sera plus question de traitement de faveur. Les neuf partenaires établiront une parité fixe entre leurs monnaies et ne les laisseront plus «flotter» qu'ensemble jusqu'à ce qu'ils aient atteint leur objectif d'une monnaie unique européenne et même d'une Banque centrale européenne commune.

Pour devenir un partenaire fort dans la Communauté élargie, la Grande-Bretagne doit maintenant avant tout assainir son économie, ce qui n'ira pas sans difficultés ni bouleversements profonds. Certes, sa balance des paiements affiche pour l'année écoulée un résultat éminemment positif malgré un nombre record de 24 millions de jours de travail perdus pour cause de grève; ses réserves monétaires de 2,65 milliards de livres sont remarquablement élevées; le taux de croissance économique a atteint les 5 % pour la première fois depuis dix ans; et, pour la première fois depuis plus de trente ans, le chômage a reculé de plus de 100 000 unités, même pendant les mois d'hiver, pour revenir à 750 000 chômeurs. Mais les relations industrielles sont toujours aussi chaotiques, la loi sur la réforme industrielle n'ayant pas donné les résultats escomptés. Même le gel total des salaires et des prix pendant 80 jours décrété par le gouvernement, qui devrait être prolongé de 60 jours le 15 février prochain, n'a pas enrayer la progression de l'inflation (12 % en 12 mois), ce qui a considérablement augmenté le risque d'une nouvelle vague de mouvements de grève orchestrés par les syndicats.

L'entrée dans l'arène de la concurrence européenne va radicalement changer tout ceci, c'est du moins ce qu'espèrent les industriels britanniques et ce sur quoi table le gouvernement. Cette nouvelle aventure va et doit signifier le salut de la Grande-Bretagne. La position de cette dernière au sein de la nouvelle Communauté doit être un tremplin vers une nouvelle grandeur dans un cadre différent. Cette année montrera rapidement ce qui n'était que chimères et ce qui devient réalité dans l'ambition britannique d'être un partenaire déterminant et un leader au sein du plus grand bloc commercial et économique du monde.